







INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Août 2002

FAITS SAILLANTS

-  **En mai, le PIB réel fait une pause, après s'être fortement redressé pendant sept mois de suite. La production moyenne pour avril et mai est supérieure de 4,5 % à celle du premier trimestre.**
-  **D'autres indicateurs récents, notamment les ventes au détail, les exportations et l'activité dans le secteur du logement, laissent aussi présager une croissance modérée pour le deuxième trimestre.**
-  **En juillet, 23 000 emplois sont créés, ce qui porte à 326 000 le total de nouveaux emplois depuis le début de l'année.**
-  **En juillet, la croissance de l'emploi reste anémique aux États-Unis, et la croissance du PIB réel chute pour se fixer à 1,1 % au deuxième trimestre.**
-  **Dans la foulée de ces événements, la Banque du Canada majore, encore une fois, de 25 points de base son taux cible du financement à un jour pour le faire passer à 2,75 % en juillet, alors que la Réserve fédérale laisse son taux directeur à 1,75 %.**
-  **Le dollar canadien se replie aux environs de 64 cents US, en raison notamment de la plus grande incertitude qui règne sur les marchés financiers mondiaux.**

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis			
		le mois dernier	l'an dernier		
PIB réel (En \$ 1997, milliards)	966,7	0,0	2,6		Mai
Biens	305,2	-0,5	1,1		Mai
Services	661,5	0,3	3,3		Mai
Indice composite	177,3	0,5	6,7		Juin
Emplois (En milliers)	15 417	0,1	2,3		Juillet
Temps plein	12 572	0,3	2,0		Juillet
Temps partiel	2 844	-0,4	3,4		Juillet
Chômage (En %)	7,6	7,5	7,1		Juillet
Jeunes*	13,4	13,5	12,6		Juillet
Adultes*	6,5	6,3	6,0		Juillet
Inflation mesurée par l'IPC*	1,3	1,0	3,3		Juin
Ventes au détail (En M\$)	25 103	-1,3	3,8		Mai
Mises en chantier (En milliers)	200,3	-0,2	34,9		Juillet
Balance commerciale* (En M\$)	4 542	5 525	5 599		Mai
Exportations	33 910	-1,9	-8,1		Mai
Importations	29 369	1,2	-3,7		Mai
M&M	8 732	0,5	-12,4		Mai
Papier comm. à trois mois* (En %)	2,86	2,88	4,14		7 août
Rendement des obligations à long terme* (En %)	5,10	5,23	5,71		7 août
Dollar canadien* (En cents US)	63,96	63,18	65,14		14 août

*Données en niveaux seulement - la variation en % n'est pas exprimée.

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/03.html.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Août 2002

TABLES DES MATIÈRES

	Page
L'économie	
<i>PIB réel par industrie</i>	3
<i>Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs</i>	4
<i>Investissements des entreprises dans les usines et l'équipement</i>	5
<i>Logement</i>	6
<i>Commerce et compétitivité</i>	7
Tendances du marché du travail	
<i>Emploi et chômage</i>	8
<i>Aperçu de la situation de l'industrie</i>	9
<i>Aperçu de la situation des provinces</i>	10
Prix et marchés financiers	
<i>Prix à la consommation et prix des produits de base</i>	11
<i>Taux d'intérêt à court et à long terme</i>	12
<i>Taux de change et marchés boursiers</i>	13
L'économie des États-Unis	
<i>Tendances de l'économie américaine</i>	14
À venir...	
<i>Publication de données à surveiller/Événements prévus</i>	16

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 15 août 2002. Il a été préparé par Marianne Blais, Stéphane Crépeau, Anik Dufour, Miodrag Jovanovic, Arif Mahmud, Sue Moore, Patrick Taylor et Jeff Waring de la Direction de l'analyse micro-économique, sous la direction de Hossein Rostami. La traduction a été faite par Lucie Larocque et l'appui à la production a été fourni par Sue Hopf. Tous les renseignements ont été tirés de sources publiques, principalement Statistique Canada, la Banque du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Veuillez adresser vos commentaires à Hossein Rostami au 613-995-8452 ou par Internet à rostami.hossein@ic.gc.ca



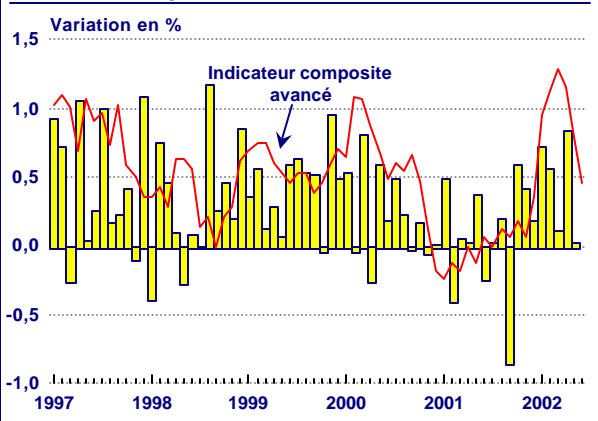
La croissance de la production fait une pause en mai...

- Après un bond de 0,8 % en avril, le PIB réel aux prix de base n'a pas changé en mai, ce qui a mis fin à une série de sept hausses mensuelles consécutives. Néanmoins, pour les deux premiers mois du deuxième trimestre, la production est en hausse de 4,5 % (taux annuel) par rapport au premier trimestre. Voilà un signe que la production devrait poursuivre sa croissance au deuxième trimestre, même si celle-ci n'est pas aussi vigoureuse qu'au premier trimestre (6,0 %).

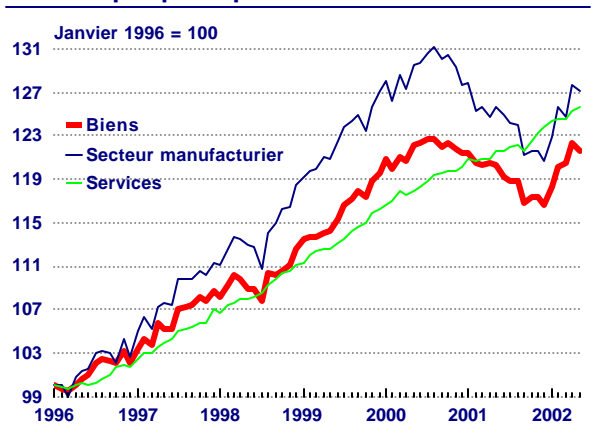
...les reculs des industries de biens annulant les gains enregistrés par les industries de services

- La production de biens a diminué de 0,5 % en mai, ce qui contraste avec les hausses importantes observées depuis janvier. L'extraction minière, pétrolière et gazière a réduit sa production à cause d'une moins grande activité de forage et des réductions temporaires de la production de pétrole synthétique. Le secteur manufacturier a subi de graves reculs en raison de la diminution de la production de l'industrie des véhicules automobiles et l'industrie du bois-d'oeuvre, cette dernière souffrant de l'imposition de droits compensateurs. Dans l'industrie de la construction, l'activité a repris de la vigueur.
- Dans le secteur des services, la production a progressé de 0,3 % en mai, huit des 13 principaux groupes enregistrant des niveaux de production plus élevés. La plupart des gains sont le fait des administrations publiques, les fonctionnaires ontariens étant retournés au travail après la grève d'avril, ainsi que de l'industrie des arts, du divertissement et des loisirs. Des replis marqués ont été notés dans le commerce au détail, les consommateurs ayant réduit leurs dépenses relatives aux achats autres que ceux liés à la maison, ainsi que dans le transport et l'entreposage.

PIB réel aux prix de base



PIB réel par principal secteur



PIB réel aux prix de base (En \$ de 1997)

Mai 2002	En millions \$	Variation mensuelle	Var. en % depuis	
			le mois dernier	l'an dernier
Ensemble de l'économie	966 685	252	0,0	2,6
Secteur des entreprises	820 745	-1 719	-0,2	2,8
Biens	305 165	-1 547	-0,5	1,1
Agri., forest, pêche, chasse*	21 592	55	0,3	-0,6
Extraction - mines, pétrole, gaz	36 141	-810	-2,2	-4,0
Services publics	28 354	-164	-0,6	2,7
Construction	52 112	162	0,3	4,7
Fabrication	166 966	-790	-0,5	1,1
Services	661 520	1 799	0,3	3,3
Commerce de gros	60 114	-49	-0,1	7,1
Commerce de détail	53 004	-560	-1,0	3,6
Transport et entreposage	43 453	-406	-0,9	-0,6
Information et culture	46 764	297	0,6	8,2
FASI**	189 620	-226	-0,1	3,5
Serv. professionnels***	41 515	128	0,3	2,2
Admin. et gestion des déchets	21 095	99	0,5	3,8
Enseignement	43 667	78	0,2	0,8
Soins de santé et assist. sociale	54 879	179	0,3	2,7
Arts, spectacles et loisirs	10 036	804	8,7	17,5
Hébergement et restauration	22 131	-103	-0,5	-2,9
Autres	21 279	32	0,2	2,2
Administrations publiques	53 963	1 526	2,9	1,9

*Comprend l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse

**Comprend la finance, les assurances et les services immobiliers

***Comprend les services professionnels, scientifiques et techniques



Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs

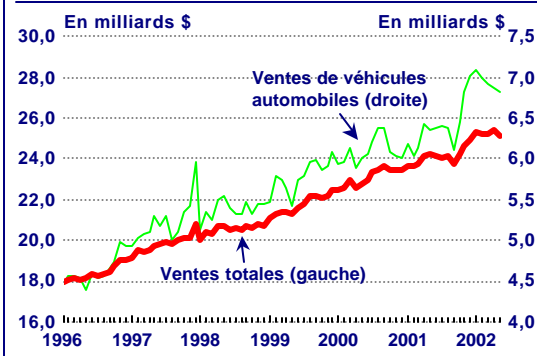
Il semble que les dépenses de consommation continuent de faiblir au deuxième trimestre...

- Les ventes au détail ont reculé de 1,3 % en mai, après avoir augmenté de 1,0 % en avril. La baisse a touché toutes les catégories de dépenses, à l'exception des médicaments et des meubles qui ont augmenté. En particulier, les ventes d'automobiles ont régressé pour un quatrième mois de file après avoir affiché une forte performance pendant plusieurs mois, fruit des généreuses promotions des détaillants, notamment le financement sans intérêt. Les ventes au détail moyennes pour avril et mai étaient supérieures de 0,2 % à leur niveau du premier trimestre, mais en baisse par rapport au taux de croissance de 2,6 % enregistré au premier trimestre.
- Les ventes d'automobiles ont reculé de 2,0 % en juin, après avoir progressé de 2,2 % en mai, ce qui s'est traduit par une baisse de 0,2 % pour le deuxième trimestre comparativement à un gain de 1,5 % au premier trimestre. Tout porte à croire que les dépenses réelles de consommation, qui n'ont avancé que de 2,5 % au premier trimestre, continueront de s'amenuiser.

...mais les indicateurs relatifs à la consommation restent vigoureux

- Malgré le ralentissement observé dernièrement dans les dépenses de consommation, qui ont joué un rôle majeur dans la croissance globale, la plupart des analystes s'attendent à ce que les dépenses de consommation demeurent robustes en raison de la progression du revenu disponible attribuable à la vive croissance de l'emploi, aux taux d'intérêt qui restent faibles et au taux élevé de confiance des consommateurs.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



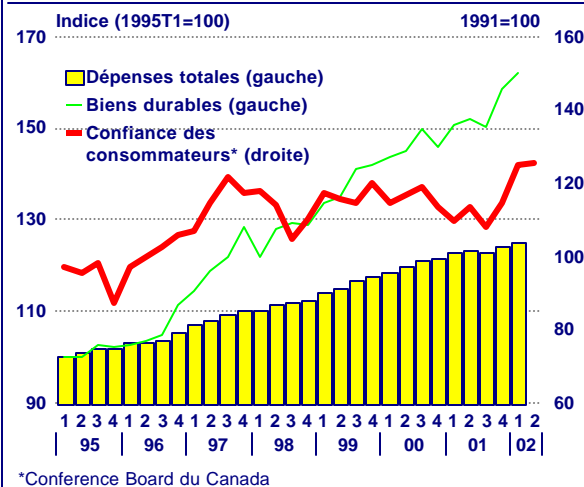
Ventes au détail et crédit à la consommation

Mai 2002	Var. en % depuis		
	En millions \$	le mois dernier	l'an dernier
Total - Ventes au détail (DD)	25 103	-1,3	3,8
Alimentation	5 457	-0,4	3,0
Pharmacies	1 313	2,4	9,5
Vêtements	1 308	-5,3	-0,7
Meubles	1 526	0,9	15,3
Automobiles	10 093	-1,6	3,2
Magasins de march. diverses	2 780	-1,5	3,5
Tous les autres magasins	2 625	-2,7	1,5
Total excluant véhicules automobiles	18 281	-1,6	2,5
Crédit à la consommation	211	0,7	5,2

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

	En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)			
	2000	2001	2001 T4	2002 T1
Consommation réelle (En \$ 1997)	565 487	579 999	584 710	588 331
Variation en %	3,7	2,6	4,1	2,5
Biens durables	82 234	85 939	89 262	91 100
Variation en %	6,1	4,5	24,7	8,5
Biens semi-durables	50 440	52 360	53 253	54 261
Variation en %	4,5	3,8	10,4	7,8
Biens non durables	131 791	133 186	133 341	133 946
Variation en %	2,2	1,1	0,8	1,8
Services	301 173	308 888	309 512	309 841
Variation en %	3,7	2,6	-0,2	0,4
Revenu disponible	637 673	665 924	674 124	681 528
Variation en %	6,9	4,4	5,2	4,5
Taux d'épargne (En %)	4,8	4,6	4,8	4,7
Ratio d'endettement (En %)	94,4	95,2	95,9	96,3

Dépenses de consommation réelles et attitudes des consommateurs



*Conference Board du Canada



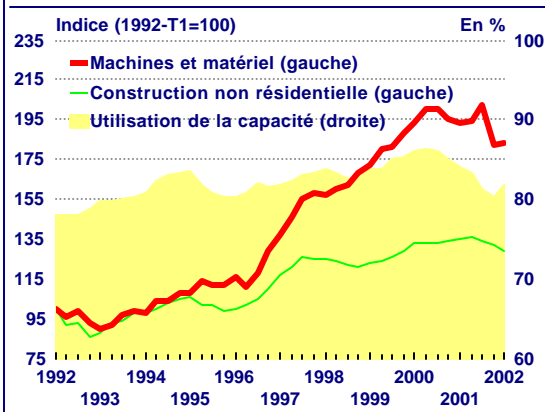
Les investissements des entreprises semblent être sur la voie de la reprise...

- Après avoir récupéré une partie du terrain perdu au premier trimestre, les investissements des entreprises dans les M&M ont peut-être augmenté de nouveau au deuxième trimestre. Les importations de M&M se sont accrues pour un deuxième mois de suite, en mai, la moyenne pour avril et mai étant supérieure de 1,9 % à ce qu'elle était au premier trimestre.

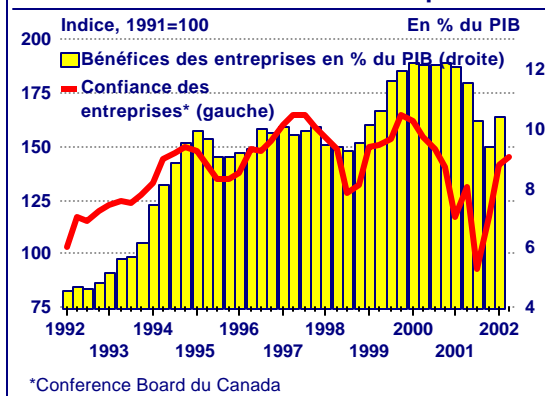
...grâce à un regain de confiance des entreprises

- L'indice de confiance des entreprises du Conference Board a avancé pour un troisième trimestre d'affilée, passant de 141,5 au premier trimestre à 145,2 au deuxième trimestre (soit son niveau le plus élevé en sept trimestres). Jumelée au redressement du taux d'utilisation de la capacité et des bénéfices des entreprises au premier trimestre, cette avance augure bien pour la croissance soutenue des investissements.

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises



*Conference Board du Canada

Investissements et situation financière des entreprises

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)

	2000	2001	2001 T2	2001 T3	2001 T4	2002 T1
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines et matériel (En \$ 1997)	89 094	87 145	87 732	91 295	82 118	82 650
Variation en %	9,3	-2,2	1,4	17,3	-34,5	2,6
Construction non résidentielle (En \$ 1997)	47 762	48 126	48 644	48 165	47 230	46 392
Variation en %	6,4	0,8	1,5	-3,9	-7,5	-6,9
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	86,0	82,3	83,4	81,4	80,4	81,7
Utilisation de la capacité (secteur manif.)	86,0	80,9	81,9	80,0	78,8	80,6
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES						
Bénéfices d'exploitation des entreprises	173 029	147 758	155 352	142 688	127 248	138 752
Variation en %	28,5	-14,6	-22,8	-28,8	-36,8	41,4
Bénéfices - Industries non financières	136 086	113 095	118 968	104 704	97 968	107 660
Variation en %	35,6	-16,9	-31,4	-40,0	-23,4	45,8
Bénéfices - Industries financières	36 944	34 662	36 384	37 984	29 276	31 096
Variation en %	7,9	-6,2	16,7	18,8	-64,7	27,3
Crédit aux entreprises	790 360	831 826	824 074	837 197	847 200	848 151
Variation en %	6,9	5,2	2,6	6,5	4,9	0,4



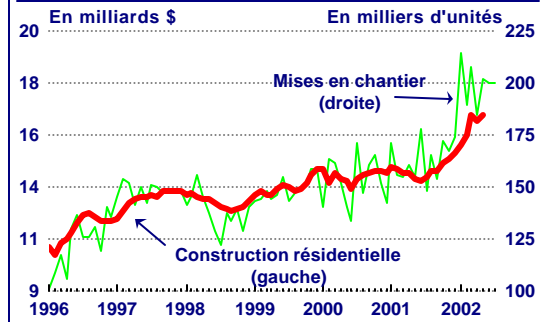
Le bouillonnant secteur du logement se refroidit au deuxième trimestre...

- Après l'essor fulgurant du premier trimestre, le secteur du logement a ralenti la cadence au deuxième trimestre. Par exemple, les mises en chantier ont diminué de 4,0 % au deuxième trimestre par rapport au premier, et les ventes de logements, de 13,3 %. Pour avril et mai, la construction résidentielle moyenne n'a progressé que de 4,1 % par rapport au premier trimestre, ce qui constitue un recul marqué par rapport au bond de 35,5 % entre le quatrième et le premier trimestre.

...mais les perspectives restent bonnes

- Selon les récents indicateurs, l'activité dans le secteur du logement devrait rester forte. En juillet, les mises en chantier n'ont presque pas évolué, même si elles restent près du niveau record de plus de 200 000 unités. En outre, malgré un repli de 3,5 % dans les permis de bâtir en juin, le niveau moyen du deuxième trimestre était supérieur de 1,4 % au niveau record observé au premier trimestre.
- Les analystes s'attendent à ce que l'activité demeure vigoureuse dans le secteur de l'habitation encore un certain temps, étant donné la conjoncture favorable de l'emploi, la hausse des revenus et le maintien de taux hypothécaires bas.

Activité dans le secteur du logement



Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

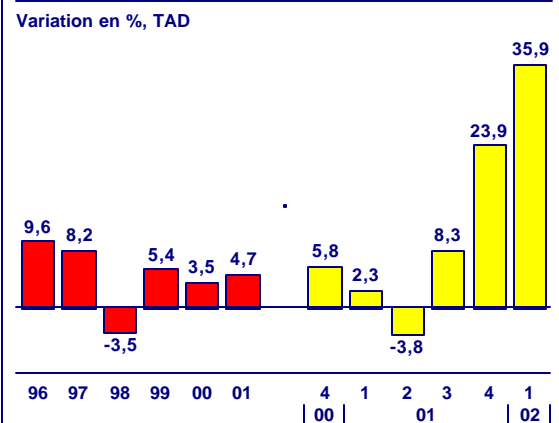
	Niveaux	Variation depuis le mois dernier	Variation depuis l'an dernier
Construction résidentielle (1) (En \$ 1997, en M; prix de base)	16 632	1,3%	20,1%
Permis de construction, en M\$ (2)	2 273	-3,5%	17,2%
Ventes de logements existants (2) (nombre d'unités)	22 589	-1 093	386
Mises en chantier (3) (nombre d'unités)	200 300	-500	51 800
Terre-Neuve	1 700	-600	400
Île-du-Prince-Édouard	400	-700	200
Nouvelle-Écosse	3 300	-100	500
Nouveau-Brunswick	2 900	600	1 000
Québec	32 100	1 300	10 000
Ontario	76 900	-5 000	-6 400
Manitoba	2 100	-200	600
Saskatchewan	1 600	-200	-300
Alberta	33 900	1 600	9 800
Colombie-Britannique	21 500	1 600	3 800

1 - Données de mai 2 - Données de juin 3 - Données de juillet 2002
Sources : Statistique Canada; Association canadienne de l'immeuble; Société canadienne d'hypothèques et de logement

Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions \$ 1997, TAD (à moins d'indication contraire)	2000	2001	2001 T4	2002 T1
Construction par secteur	45 796	47 967	50 288	54 293
Variation en %	3,5	4,7	23,9	35,9
Logements neufs	22 475	23 866	25 345	28 002
Variation en %	0,7	6,2	33,6	49,0
Travaux de réparation et d'amélioration	16 521	16 529	16 492	16 916
Variation en %	9,3	0,0	1,2	10,7
Frais de propriété et de transfert	7 050	7 754	8 548	9 392
Variation en %	5,0	10,0	39,9	45,7
Construction résidentielle	46 043	48 201	50 489	54 473
Variation en %	3,4	4,7	23,1	35,5

Croissance de la construction résidentielle réelle





Commerce et compétitivité

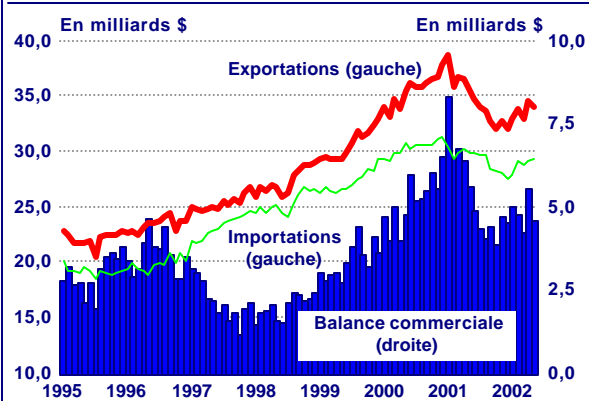
Les exportations régressent, tandis que les importations augmentent en mai...

- Les exportations ont reculé de 1,9 % en mai, la plupart des secteurs affichant des baisses. La diminution de la demande de gaz naturel aux États-Unis a contribué au repli de 6,2 % des exportations de produits énergétiques. La hausse de 0,3 % des exportations de biens et matériaux industriels est la seule source de croissance. Malgré cette baisse, les exportations sont supérieures de 5,9 % au creux enregistré en octobre 2001.
- Les importations de biens et de services ont progressé de 1,2 %, sous l'impulsion des importations de produits énergétiques, qui ont bondi de 30,1 % depuis février, surtout en raison de la hausse des prix. Seules les industries de la forêt et de l'automobile ont subi des reculs.

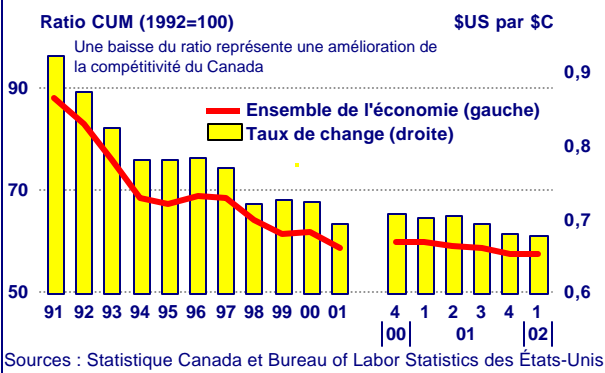
...ce qui se traduit par une baisse de l'excédent commercial

- L'excédent au chapitre du commerce des marchandises a perdu près de 1 milliard de dollars pour passer à 4,5 milliards en mai. Il s'agit du recul le plus important en un mois enregistré depuis février 2001.
- L'excédent commercial du Canada avec les États-Unis a reculé de plus de 800 millions de dollars pour s'établir à 7,8 milliards en mai, alors que le déficit commercial avec tous les autres partenaires commerciaux s'est accentué de moins de 200 millions pour s'établir à 3,2 milliards de dollars.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Ratio des coûts unitaires de main-d'oeuvre Canada-É.-U.



Commerce de marchandises

Mai 2002	Niveaux (En millions \$)		Cumulatif à ce jour (En millions \$)		Variation (En M\$)		Variation en %	
	Avril 2002	Mai 2002	Janv. - mai 2001	Janv. - mai 2002	Avril à mai 2002	Avril à mai 2002	Janv. - mai 2001 à Janv. - mai 2002	
Exportations	34 556	33 910	182 849	167 976	-646	-1,9	-8,1	
vers les États-Unis	29 444	28 975	154 856	142 667	-469	-1,6	-7,9	
Importations	29 032	29 369	149 428	143 959	337	1,2	-3,7	
en provenance des États-Unis	20 832	21 189	108 917	104 167	357	1,7	-4,4	
Balance commerciale	5 525	4 542	33 421	24 017	-983			
avec les États-Unis	8 612	7 786	45 939	38 500	-826			
Exportations par produit								
Produits agricoles/pêche	2 540	2 419	12 594	12 662	-121	-4,8	0,5	
Produits énergétiques	4 320	4 052	29 986	18 418	-268	-6,2	-38,6	
Produits de la forêt	3 237	3 234	16 963	15 948	-3	-0,1	-6,0	
Biens et matériaux industriels	5 766	5 786	28 138	28 390	20	0,3	0,9	
Machines et matériel	7 795	7 646	43 737	39 446	-149	-1,9	-9,8	
Produits automobiles	8 235	8 219	38 482	39 966	-16	-0,2	3,9	
Autres biens de consommation	1 429	1 389	6 730	7 150	-40	-2,8	6,2	
Importations par produit								
Produits agricoles/pêche	1 774	1 782	8 302	8 934	8	0,5	7,6	
Produits énergétiques	1 290	1 417	8 461	6 137	127	9,8	-27,5	
Produits de la forêt	269	260	1 224	1 271	-9	-3,3	3,8	
Biens et matériaux industriels	5 622	5 680	29 690	28 224	58	1,0	-4,9	
Machines et équipement	8 687	8 732	49 221	43 103	45	0,5	-12,4	
Produits automobiles	6 657	6 644	29 299	32 405	-13	-0,2	10,6	
Autres biens de consommation	3 721	3 766	17 639	18 618	45	1,2	5,6	

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



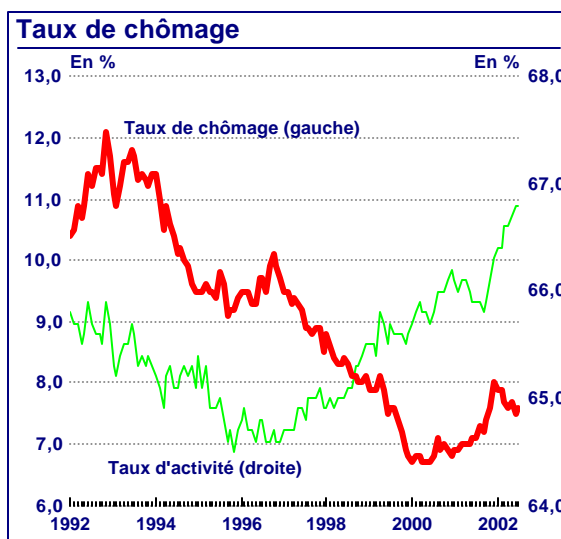
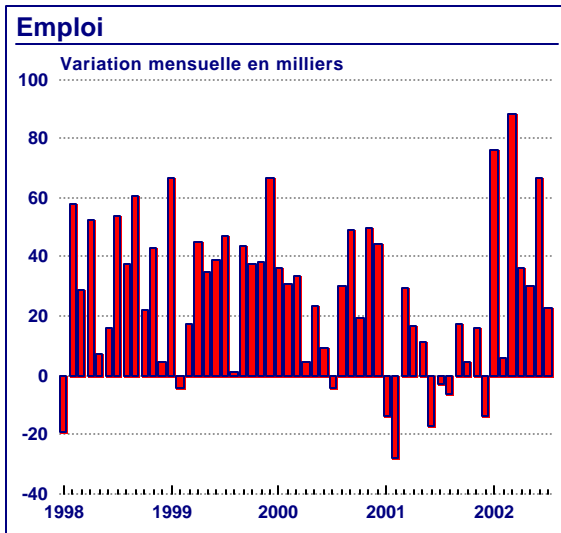
Emploi et chômage

L'emploi a poursuivi son ascension en juillet...

- On a dénombré 23 000 emplois de plus en juillet et 66 000 de plus en juin, ce qui représente un gain mensuel moyen de 47 000 emplois depuis décembre dernier. Depuis le début de l'année, 326 000 emplois ont été créés au Canada, ce qui contraste avec la situation aux États-Unis, où 116 000 emplois ont été perdus au cours de la même période.
- Tous les nouveaux emplois recensés en juillet sont des emplois à temps plein (+36 000), alors que l'on compte 13 000 emplois à temps partiel de moins. Depuis le début de l'année, les emplois à temps plein sont intervenus pour plus de 70 % (+235 000) des nouveaux emplois.
- Le taux d'emploi a poursuivi sa trajectoire ascendante en juillet, se fixant à 61,8 %, soit son niveau le plus élevé en 12 ans.

...mais le taux de chômage s'est redressé pour passer à 7,6 %

- Le taux de chômage national s'est légèrement redressé, soit de 0,1 point de pourcentage, pour se situer à 7,6 % en juillet, puisque la population active a progressé plus rapidement que l'emploi. Toutefois, le taux de chômage reste inférieur au récent sommet de 8,0 % observé en décembre 2001.
- Chez les adultes, le nombre d'emplois s'est accru (+15 000), ce qui porte à 265 000 le nombre de nouveaux emplois depuis le début de l'année. De plus, le nombre d'emplois a augmenté chez les jeunes (+8 000), ce qui constitue un gain de 62 000 emplois depuis décembre.



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Juillet 2001	Juin 2002	Juillet 2002	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	15 072,6	15 393,6	15 416,6	23,0	344,0	326,4	0,1	2,3
Temps plein	12 322,4	12 536,6	12 572,2	35,6	249,8	235,0	0,3	2,0
Temps partiel	2 750,1	2 857,0	2 844,4	-12,6	94,3	91,4	-0,4	3,4
Jeunes 15-24	2 315,9	2 354,3	2 362,3	8,0	46,4	62,0	0,3	2,0
Adultes 25+	12 756,7	13 039,3	13 054,4	15,1	297,7	264,5	0,1	2,3
Travailleurs indépendants	2 308,9	2 344,4	2 357,9	13,5	49,0	76,3	0,6	2,1
Chômage	1 152,1	1 252,6	1 268,8	16,2	116,7	-50,0	1,3	10,1
Taux de chômage	7,1	7,5	7,6	0,1	0,5	-0,4		
Jeunes 15-24	12,6	13,5	13,4	-0,1	0,8	-0,6		
Adultes 25+	6,0	6,3	6,5	0,2	0,5	-0,4		
Population active	16 224,6	16 646,2	16 685,5	39,3	460,9	276,5	0,2	2,8
Taux d'activité	65,9	66,8	66,8	0,0	0,9	0,5		
Taux d'emploi	61,2	61,7	61,8	0,1	0,6	0,9		

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation de l'industrie

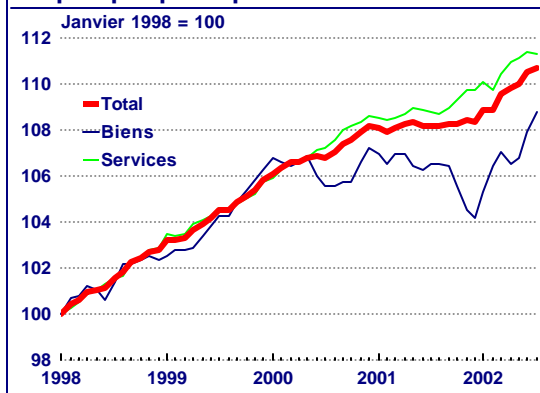
Dans le secteur des biens, l'emploi poursuit sur sa lancée...

- En juillet, on a dénombré 30 000 emplois de plus dans le secteur des biens, après avoir observé un gain de 41 000 emplois en juin. Le secteur manufacturier est arrivé en tête avec 14 000 emplois de plus, ajoutant à son actif 128 000 nouveaux emplois depuis décembre. Malgré les légers gains enregistrés durant les trois derniers mois, le secteur des ressources naturelles accuse une perte de 21 000 emplois depuis le début de l'année. L'activité dans le secteur du logement ayant ralenti, la progression de l'emploi s'est atténuée dans l'industrie de la construction (+3 000). Néanmoins, on compte 33 000 emplois de plus dans cette industrie depuis décembre. En outre, l'emploi a progressé dans l'agriculture (+6 000) et les services publics (+1 400) en juillet.

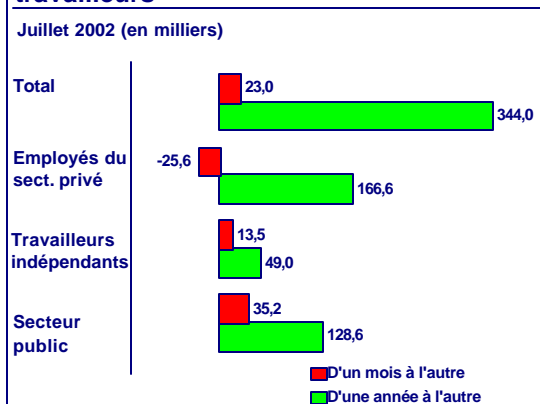
...tandis qu'il recule dans le secteur des services

- Après avoir créé 25 000 emplois en juin, les industries de services ont perdu 7 000 emplois en juillet. Le plus grave recul a été observé dans le secteur du commerce (-23 000). Depuis avril, l'industrie accuse une perte de près de 50 000 emplois. Les effectifs se sont accrus le plus fortement dans l'industrie de la santé et de l'assistance sociale (+35 000) ainsi que dans celle du transport et de l'entreposage (+20 000).
- Au chapitre des emplois autonomes, l'avance est de 14 000 emplois depuis mars pour un total de 69 000. Ce regain fait suite à une série de reculs qui a commencé en février 2000 et qui s'est traduite par une perte de plus de 240 000 emplois.

Emploi par principal secteur



Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Juillet 2001	Juin 2002	Juillet 2002	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	3 874,8	3 927,6	3 957,3	29,7	82,5	165,9	0,8	2,1
Agriculture	331,5	321,9	328,1	6,2	-3,4	15,4	1,9	-1,0
Ressources naturelles*	295,5	264,6	269,7	5,1	-25,8	-21,2	1,9	-8,7
Services publics	125,0	131,4	132,8	1,4	7,8	11,1	1,1	6,2
Construction	837,8	878,9	881,6	2,7	43,8	33,0	0,3	5,2
Fabrication	2 285,0	2 330,8	2 345,0	14,2	60,0	127,6	0,6	2,6
Services	11 197,8	11 466,0	11 459,4	-6,6	261,6	160,6	-0,1	2,3
Commerce	2 389,0	2 433,5	2 410,6	-22,9	21,6	-21,9	-0,9	0,9
Transport	772,9	748,1	768,1	20,0	-4,8	22,4	2,7	-0,6
FASI*	875,2	911,4	902,5	-8,9	27,3	29,7	-1,0	3,1
Services prof./scientifiques	974,0	993,7	992,3	-1,4	18,3	22,6	-0,1	1,9
Administration et gestion	559,3	601,1	587,9	-13,2	28,6	18,9	-2,2	5,1
Enseignement	969,2	1 019,6	1 014,2	-5,4	45,0	43,5	-0,5	4,6
Soins de santé/assist. sociale	1 529,3	1 591,3	1 626,5	35,2	97,2	61,7	2,2	6,4
Information, culture, loisirs	718,6	715,3	717,7	2,4	-0,9	20,9	0,3	-0,1
Hébergement et restauration	981,6	991,2	979,8	-11,4	-1,8	-11,4	-1,2	-0,2
Autres services	675,3	694,3	686,4	-7,9	11,1	-11,8	-1,1	1,6
Administrations publiques	753,3	766,5	773,5	7,0	20,2	-14,0	0,9	2,7

* Ressources naturelles : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation des provinces

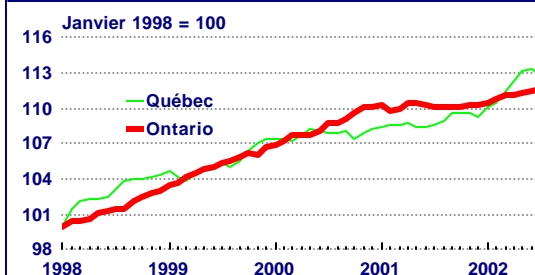
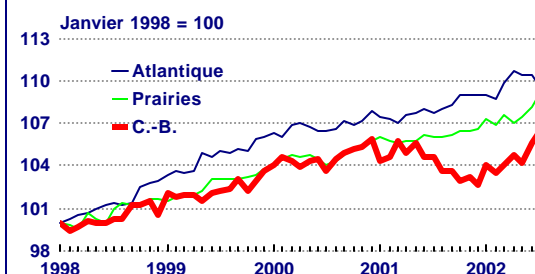
En juillet, l'Alberta et la Colombie-Britannique sont les principaux créateurs d'emplois

- L'Alberta est arrivée en tête pour ce qui est de la croissance de l'emploi en juillet (+26 000), grâce surtout aux industries de services et de ressources naturelles. L'emploi a vivement progressé en Colombie-Britannique (+16 000), ce qui a fait fléchir le taux de chômage, celui-ci passant à 8,2 %. Avec cette hausse, l'emploi dans cette province a dépassé le sommet atteint en décembre 2000.
- Le Québec compte 15 000 emplois de moins après avoir enregistré six hausses mensuelles consécutives pour un total de 128 000 nouveaux emplois. Les pertes ont surtout été observées dans les secteurs du commerce (-18 000) et de la fabrication (-10 000). L'emploi s'est légèrement amélioré en Ontario (+6 500), grâce aux 19 000 nouveaux emplois du secteur manufacturier, qui est d'ailleurs responsable de presque toute l'avance enregistrée depuis le début de l'année, soit 72 000 emplois sur 73 000.

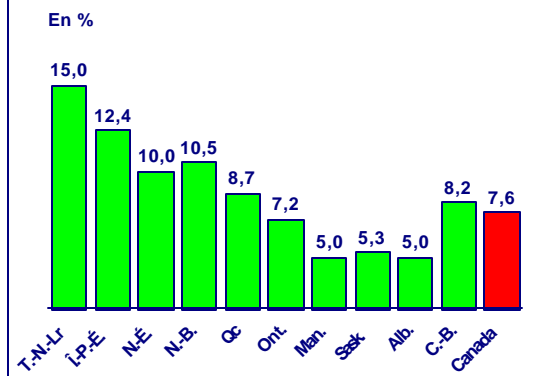
Le taux de chômage augmente dans la plupart des provinces

- L'emploi a continué de décroître dans les provinces atlantiques, ce qui a fait grimper les taux de chômage, ceux-ci se situant à 12,4 % à l'Île-du-Prince-Édouard, à 10,0 % en Nouvelle-Écosse et à 10,5 % au Nouveau-Brunswick. Le taux de chômage s'est replié à Terre-Neuve-et-Labrador pour s'établir à 15,0 %, puisque la population active a diminué davantage que l'emploi.
- Au Manitoba, le taux de chômage a gagné 0,1 point de pourcentage pour se fixer à 5,0 %, toujours le plus faible taux au Canada, avec celui de l'Alberta.

Évolution de l'emploi dans les régions



Taux de chômage -- Juillet 2002



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Emplois (En milliers)					Taux de chômage (en %)		
	Niveaux Juillet 2002	Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux Juillet 2002	Variation depuis le mois dernier l'an dernier	
		(En milliers)	En %	(En milliers)	En %			
Canada	15 416,6	23,0	0,1	344,0	2,3	7,6	0,1	0,5
Terre-Neuve-et-Labrador	216,7	-1,8	-0,8	7,0	3,3	15,0	-0,7	-0,7
Î.-P.-É.	66,4	-0,2	-0,3	0,5	0,8	12,4	0,3	0,7
Nouvelle-Écosse	423,6	-5,1	-1,2	-1,6	-0,4	10,0	0,6	0,3
Nouveau-Brunswick	343,4	-1,3	-0,4	12,1	3,7	10,5	0,9	-1,3
Québec	3 599,6	-15,0	-0,4	133,5	3,9	8,7	0,5	0,4
Ontario	6 043,2	6,5	0,1	80,3	1,3	7,2	0,1	0,8
Manitoba	568,4	0,5	0,1	13,7	2,5	5,0	0,1	-0,4
Saskatchewan	479,4	-2,3	-0,5	6,5	1,4	5,3	0,0	-0,5
Alberta	1 691,3	26,0	1,6	57,1	3,5	5,0	-0,6	0,6
C.-B.	1 984,8	15,9	0,8	35,1	1,8	8,2	-0,5	0,8



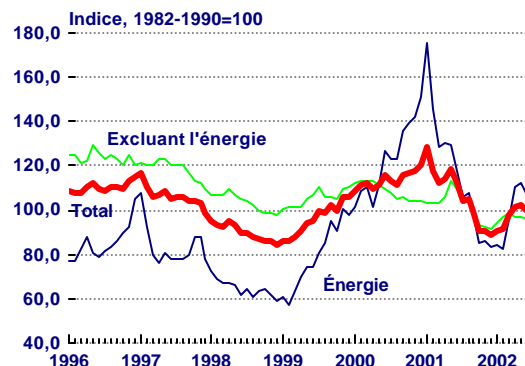
L'inflation se redresse et passe à 1,3 % en juin...

- En glissement annuel, la hausse des prix à la consommation s'est établie à 1,3 % en juin, par rapport à 1,0 % en mai. La majoration des taxes sur les cigarettes au Nouveau-Brunswick, au Québec et en Ontario ainsi que des prix plus élevés pour le transport privé et les aliments ont contribué à l'inflation. Grâce à la baisse de 10,4 % des prix de l'énergie en juin, qui a suivi une diminution de la même ampleur en mai, l'inflation a pu se maintenir dans l'intervalle inférieur de la fourchette cible. L'inflation totale, à l'exception de l'énergie, est passée de 2,3 % en mai à 2,6 % en juin.
- D'un mois à l'autre, l'IPC a augmenté de 0,3 % en juin, par rapport à 0,2 % en mai sous l'impulsion d'une hausse des prix des aliments et des taxes sur les cigarettes. La croissance des prix a ralenti en mai et en juin après s'être fixée à 0,6 % en moyenne durant les trois mois précédents.

...et le taux « de base » reste près du point médian de la fourchette cible officielle

- Le taux d'inflation « de base », qui exclut les huit composantes les plus volatiles de l'indice et les impôts indirects, s'est légèrement replié pour s'établir à 2,1 % en juin par rapport à 2,2 % en mai; il reste donc très près du point médian de la fourchette cible officielle (1 à 3 %).
- En juillet, les prix des produits de base se sont redressés de 2,5 % par rapport à juin, ce qui a plus qu'annulé la diminution de 2,2 % observée au mois précédent. Les prix des produits de base se sont stabilisés ces derniers mois, après être sortis du creux de la vague atteint à la fin de 2001.

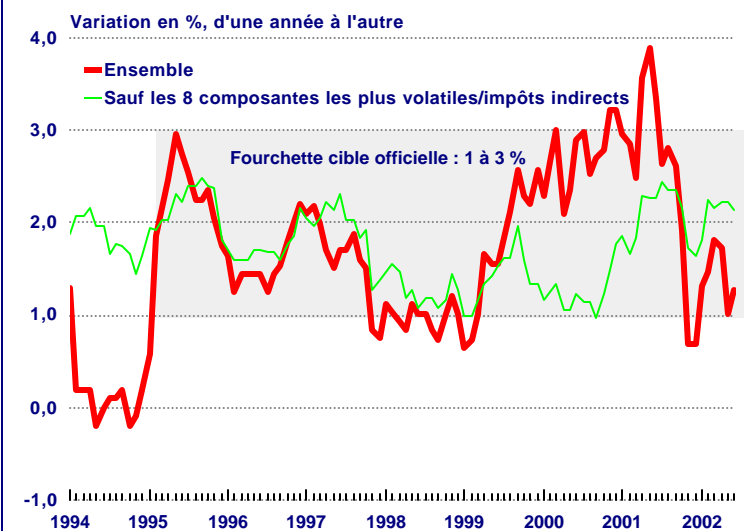
Prix des produits de base (\$ US)



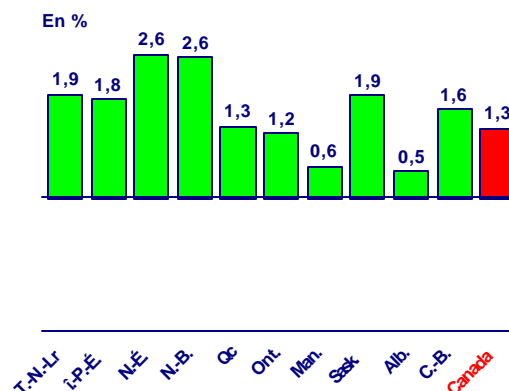
Prix à la consommation

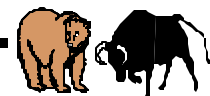
	Variation en % depuis		
	Indice (1992=100)	le mois dernier	l'an dernier
IPC - Ensemble	119,0	0,3	1,3
Alimentation	120,9	0,4	2,4
Logement	113,1	0,0	-1,0
Équipement du ménage	114,0	0,2	1,4
Habillement et chaussures	104,2	-0,4	-0,3
Transport	134,0	-0,1	0,8
Santé et soins personnels	115,9	0,2	0,9
Loisirs, formation et lecture	127,2	0,3	1,3
Alcool et tabac	124,1	4,5	17,7
Sauf 8 composantes plus volatiles et impôts ind.	119,7	0,2	2,1
Énergie	127,0	-1,1	-10,4
Prix des produits de base (juillet 2002)			
Indice, 1982-1990=100	102,3	2,5	-2,0
Excluant l'énergie	97,8	2,0	-5,4
Énergie	110,9	3,5	4,5

Indice des prix à la consommation



Inflation mesurée par l'IPC, par province - Juin 2002





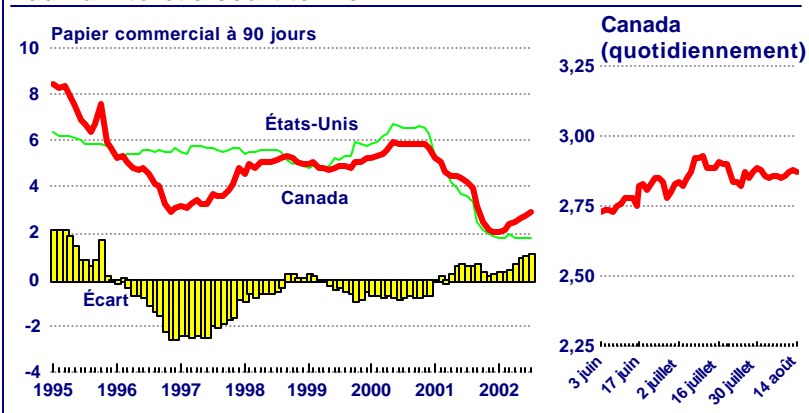
La Banque du Canada augmente le taux du financement à un jour pour une troisième fois cette année, tandis que la Réserve fédérale reste vigilante

- La Banque du Canada a majoré de 25 points de base son taux directeur en avril, en juin et, encore une fois en juillet, à la lumière des rapports sur la robustesse de la performance de l'économie canadienne. Ainsi, le taux du financement à un jour est passé à 2,75 %, soit un point de pourcentage de plus que le taux homologue des États-Unis, qui n'a pas changé depuis le début de l'année (1,75 %). À l'opposé, la Réserve fédérale américaine a décidé de ne pas modifier ses taux le 13 août, mais elle se laisse la liberté d'intervenir pour abaisser les taux si la récente faiblesse économique devait se poursuivre.

Les rendements des obligations à long terme reculent en raison des mouvements vers des valeurs sûres

- La cadence de la baisse des rendements des obligations à long terme s'est accélérée ces dernières semaines, les investisseurs cherchant à protéger leurs avoirs, étant donné le climat d'incertitude qui règne sur les marchés financiers et dans le monde des affaires un peu partout sur la planète.
- De la fin juin à la fin juillet, le rendement des obligations canadiennes à 10 ans a été ramené de 5,4 % à 5,2 %. Comme le taux correspondant américain a fléchi davantage, l'écart entre les rendements canadien et américain s'est creusé jusqu'à environ 72 points de base à la fin de juillet, après avoir atteint 62 points de base à la fin de juin. La diminution des rendements des obligations a incité les banques à charte à réduire leurs taux hypothécaires d'environ 20 points de base.

Taux d'intérêt à court terme

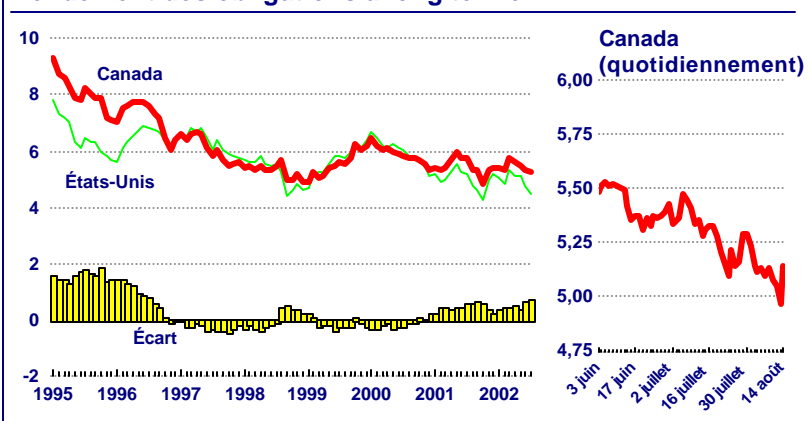


Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial vis-à-vis à 90 jours	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme	Écart vis-à-vis les É.-U.
2000	5,71	-0,60	5,35	0,24
2001	2,08	0,19	5,44	0,22
Févr. 2002	2,16	0,34	5,31	0,47
Mars	2,36	0,42	5,79	0,44
Avril	2,46	0,69	5,64	0,53
Mai	2,68	0,91	5,49	0,38
Juin	2,78	1,03	5,37	0,62
Juillet	2,88	1,06	5,23	0,72
7 août	2,86	1,15	5,10	0,75

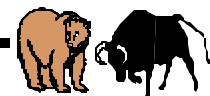
Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendant américains.

Rendement des obligations à long terme



Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux d'escompte	Taux préférentiel	Hypothèque à un an	Hypothèque à cinq ans
2000	5,75	7,50	7,70	7,95
2001	2,25	4,00	4,60	6,85
Févr. 2002	2,00	3,75	4,55	6,85
Mars	2,00	3,75	5,30	7,30
Avril	2,25	4,00	5,40	7,45
Mai	2,25	4,00	5,55	7,40
Juin	2,50	4,25	5,55	7,25
Juillet	2,75	4,50	5,35	7,05
14 août	2,75	4,50	5,35	6,80

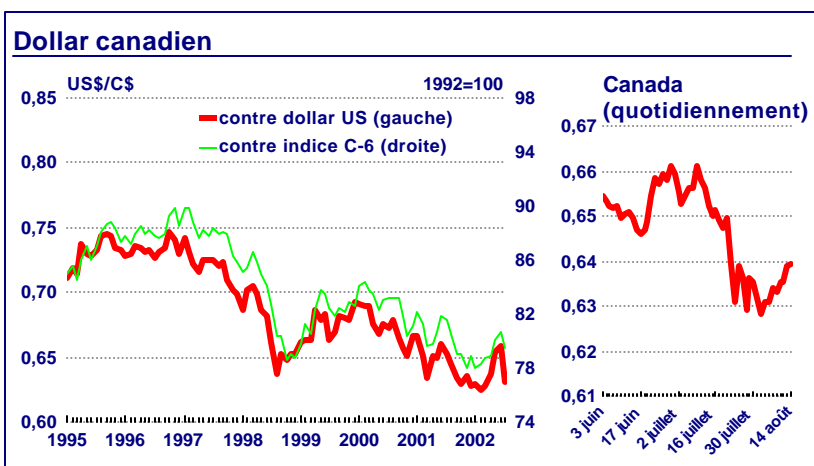


Le dollar canadien souffre de la grande volatilité des marchés financiers mondiaux

- Le dollar canadien a clôturé à 64,08 cents US le 15 août, après avoir atteint un sommet de 66,1 cents US cinq semaines auparavant. Il reste tout de même supérieur au creux enregistré à la fin de juillet, soit 62,9 cents US. Ce récent repli du dollar témoigne de la volatilité grandissante des marchés financiers mondiaux, mis à mal par la détérioration de l'humeur des investisseurs, suite aux nouveaux scandales entourant les pratiques comptables de certaines entreprises. L'assouplissement des prix des produits de base, résultat de la détérioration des perspectives économiques aux États-Unis, a aussi pesé lourd sur notre monnaie.

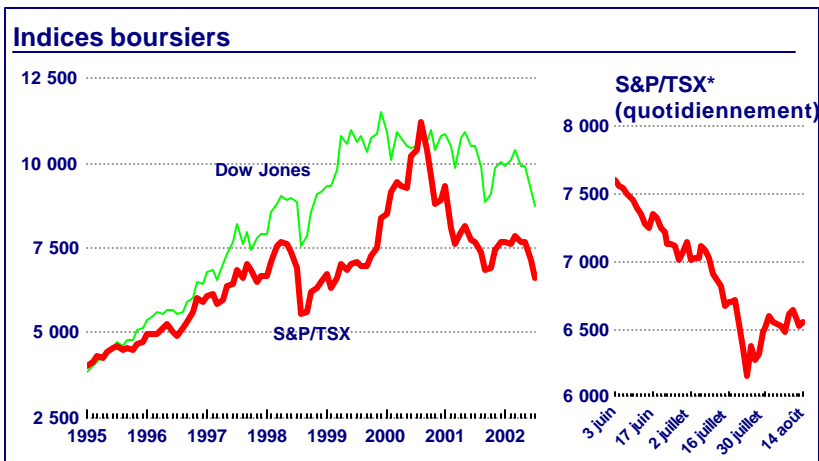
La confiance ébranlée des investisseurs accroît la volatilité des marchés boursiers

- En juillet, les indices nord-américains ont subi des reculs majeurs, atteignant des creux inégalés depuis quatre ans. D'autres révélations concernant des pratiques comptables inacceptables ainsi que des perspectives incertaines de bénéfices des entreprises ont miné la confiance des investisseurs, les incitant à se tourner des vers titres à rendement plus prévisible. Bien que les principaux indices aient récupéré presque toutes leurs pertes, début août, les marchés restent hautement volatiles.
- Vers la fin de juillet, l'indice S&P/TSX et le Dow Jones ont frappé leur niveau le plus bas depuis 1998, chutant respectivement à 6 161 et 7 702, avant d'amorcer une remontée à la toute fin du mois. Pour l'ensemble du mois de juillet, le TSX a perdu 540 points (-7,6 %) pour clore à 6605 et le Dow Jones, 507 points (-5,5 %) pour se fixer à 8 737. Le 15 août, le TSX a terminé la séance à 6 558 et le Dow Jones, à 8 818.



Le dollar canadien

(clôture)	\$US c. \$C	Indice c. C-6 (1992=100)	\$C c. EURO	Yen c. \$C
2000	0,6669	81,19	1,370	73,64
2001	0,6278	78,95	1,387	80,76
Févr. 2002	0,6242	78,38	1,390	83,71
Mars	0,6273	78,69	1,392	82,51
Avril	0,6376	78,89	1,401	82,69
Mai	0,6545	80,15	1,421	81,51
Juin	0,6595	80,73	1,465	80,46
Juillet	0,6318	79,53	1,535	76,25
14 août	0,6396	78,55	1,544	74,46



Principaux indices boursiers

	Variation en % depuis		
	Clôture - juillet	le mois dernier	l'an dernier
S&P/TSX*	6 605	-7,6	-14,1
<i>Pétrole et gaz</i>	9 906	-4,5	12,5
<i>Métaux et minéraux</i>	3 621	-20,1	-11,6
<i>Services publics</i>	8 816	-4,1	-34,9
<i>Papiers et produits de la forêt</i>	5 185	-11,4	7,5
<i>Entreprises de distribution</i>	7 090	-7,4	14,2
<i>Services financiers</i>	10 108	-5,2	-8,5
<i>Or</i>	5 377	-15,6	19,6
S&P 500	911,6	-7,9	-24,7
Dow Jones	8 737	-5,5	-17,0

* Le 1er mai, le principal indice composite canadien a été renommé S&P/TSX. Récemment, certaines valeurs ont été retirées de la liste pour tenir compte des nouvelles exigences de la Bourse de Toronto, y compris de critères comme la liquidité des actions.

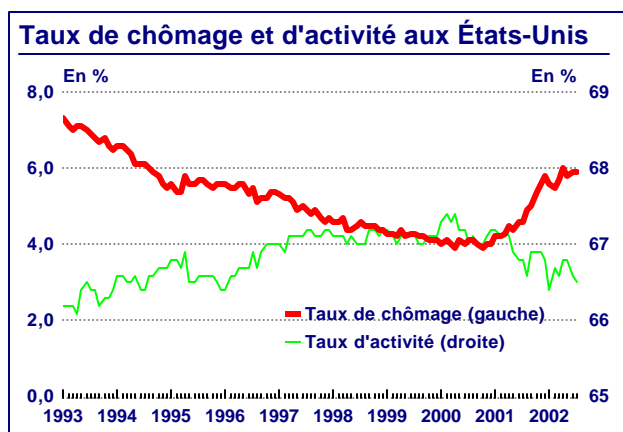
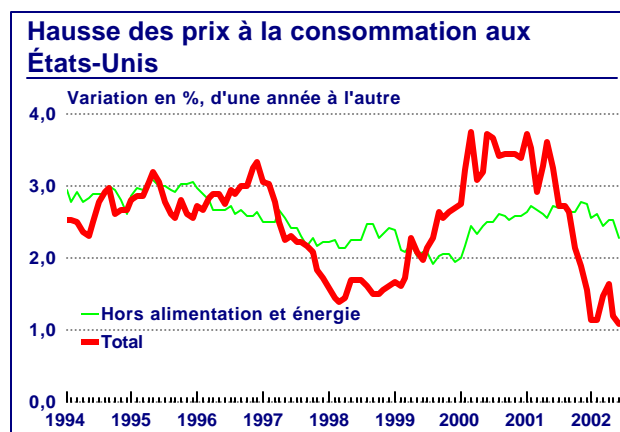
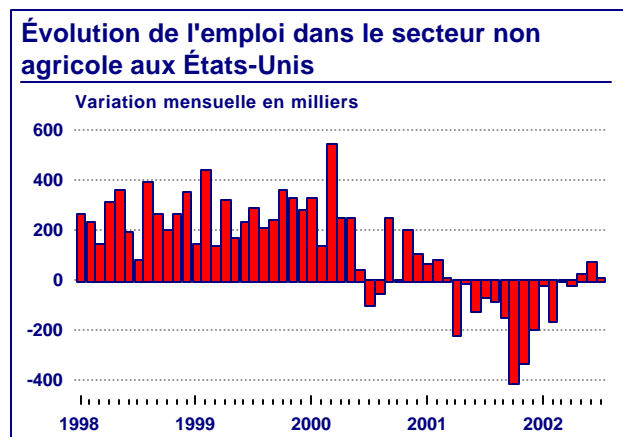
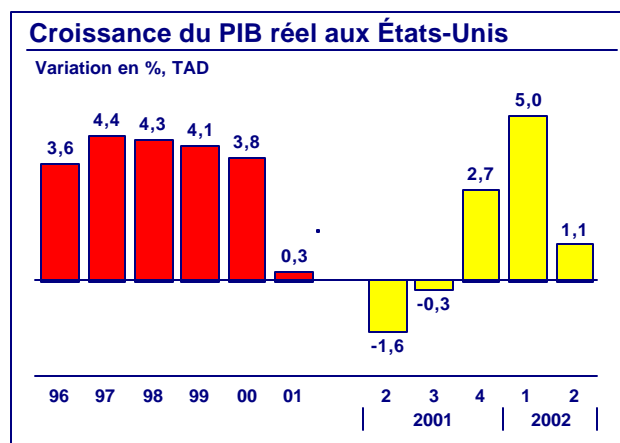


Aux États-Unis, l'activité économique ralentit

- Selon les estimations anticipées, le PIB réel a augmenté de 1,1 % (taux annualisé) au deuxième trimestre, par rapport au taux de croissance révisé (à la baisse) de 5,0 % pour le premier trimestre. Ces estimations contiennent aussi des révisions historiques qui montrent aujourd'hui que la récession aux États-Unis a été plus longue et plus grave que prévu (voir l'annexe). Les dépenses de consommation et la variation du niveau des stocks des entreprises ont encore contribué à la croissance, au deuxième trimestre, mais dans une moins grande mesure, alors que la vive montée des importations a freiné la croissance (-2,8 %).
- Les récents indicateurs vont en sens divers, ce qui crée de l'incertitude quant à la durabilité et à la vigueur de la relance. En juillet, l'Institute for Supply Management (l'institut de la gestion de l'offre) a signalé que son indice manufacturier a reculé pour passer à 50,5 % comparativement à 56,2 % en juin, et que son indice ISM pour le secteur non manufacturier a glissé jusqu'à 53,1 % (57,2 % en juin). La confiance des consommateurs est passée de 106,3 en juin à 97,1, soit son plus grave recul depuis octobre 2001. Par contre, les ventes au détail se sont accrues de 1,2 % en juillet, l'industrie de l'automobile ayant relancé ses offres promotionnelles.

La situation de l'emploi reste faible en juillet

- Le taux de chômage, aux États-Unis, est resté stable à 5,9 %, et le total de nouveaux emplois dans le secteur non agricole ne s'est élevé qu'à 6 000 en juillet, à la suite du niveau révisé de 66 000 en juin. Depuis le début de l'année, on compte 116 000 emplois de moins, comparativement à une perte totale de 1,4 million d'emplois en 2001. Les pertes d'emplois ont surtout touché le secteur manufacturier qui, par ailleurs, semble se stabiliser.
- En glissement annuel, l'Indice des prix à la consommation s'est redressé de 1,1 % et l'inflation de base s'est établie à 2,3 % en juin, par rapport à 2,5 % en mai.





Annexe

Révisions historiques au PIB des États-Unis

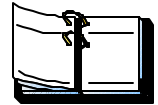
- Chaque année, en juillet, des révisions sont faites aux estimations du PIB américain, celles-ci profitant alors de données plus complètes et de techniques d'estimation améliorées. Depuis 1999, les révisions sont faites au PIB en dollars courants, au revenu national, à l'emploi du revenu personnel et à la productivité. Les différences les plus importantes entre les estimations déjà publiées et les estimations révisées pour 1999-2001 sont les suivantes :
- De 1998 à 2001, le PIB réel a progressé à un taux annuel de 2,7 % par rapport à 3,1 %.
- Pour 2001, les estimations révisées montrent une croissance beaucoup plus lente du PIB réel (+0,3 %), comparativement aux prévisions antérieures (+1,2 %). De plus, la croissance pour le premier trimestre de cette année a également été révisée à la baisse, soit de 6,1 % à 5,0 %. En outre, les révisions ont permis de constater que la récession est beaucoup plus longue que prévu puisque les trois premiers trimestres de 2001 ont tous affiché des taux de croissance négative.
- Les révisions ont aussi été apportées aux estimations de la productivité de 1998-2002. Ainsi, les taux annuels de productivité du secteur des entreprises non agricoles ont été révisés à la baisse pour 2000 et 2001, c'est-à-dire de 3,3 % et 1,9 % à 2,9 % et 1,1 %, respectivement. La croissance de la productivité pour le premier trimestre de cette année a été révisée à la hausse, celle-ci passant à 8,6 % par rapport à 8,4 %, soit la meilleure performance depuis le deuxième trimestre de 1983. Toutefois, comme la hausse de la production semble avoir ralenti, la croissance de la productivité a chuté au deuxième trimestre pour passer à 1,1 %.

Estimations révisées des données américaines

	Données désaisonnalisées aux taux annuels								
	1998	1999	2000	2001	2001				2002
					T1	T2	T3	T4	T1
PIB	4,3	4,1	3,8	0,3	-0,6	-1,6	-0,3	2,7	5,0
Est. antérieures	4,3	4,1	4,1	1,2	1,3	0,3	-1,3	1,7	6,1
Productivité*	n.d.	2,4	2,9	1,1	-1,5	-0,1	2,1	7,3	8,6
Est. antérieures	n.d.	2,3	3,3	1,9	-0,1	2,1	1,1	5,5	8,4

Sources : Bureau of Labor Statistics et Bureau of Economic Analysis des États-Unis

*Productivité des entreprises non agricoles



CANADA

Enquête sur le secteur de la fabrication - Juin	19 août
Commerce international - Juin	20 août
Indice des prix à la consommation - Juillet	21 août
Statistiques sur la situation financière des entreprises - 2e trimestre 2002	29 août
PIB réel par industrie - Juin	30 août
Balance des paiements internationaux - 2e trimestre 2002	30 août
Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 2e trimestre 2002	30 août
Banque du Canada - (annonce concernant le taux d'escompte)	4 septembre
Enquête sur la population active - Août	6 septembre

ÉTATS-UNIS

Indice des prix à la consommation - Juillet	16 août
Commerce international des biens et services - Juin	20 août
PIB - 2e trimestre 2002, estimations provisoires	29 août
Situation de l'emploi - Août	6 septembre
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion	24 septembre

Nota : Les IEM d'août 2002 sont fondés sur les données connues au 15 août 2002